

Sommaire

Fonctionnaires

Grogne contre la Cmu, Zadi Gnagnan : "Les fonctionnaires n'allaient pas sentir les problèmes si la Mugefci..."
L'Intelligent d'Abidjan - mercredi 04 décembre 2019

12 syndicats du secteur éducation-formation mécontents
Notre Voie - mercredi 04 décembre 2019

Politique

L'opération " Inondation " lancée
Fraternité Matin - mercredi 04 décembre 2019

Une enveloppe de 15 millions de FCfa pour les premiers lauréats
Fraternité Matin - mercredi 04 décembre 2019

Engagements renouvelés pour la préservation de la paix et de la stabilité dans la région
Fraternité Matin - mercredi 04 décembre 2019

120 soldats à l'assaut du terrain pour la victoire en 2020
Fraternité Matin - mercredi 04 décembre 2019

120 soldats à l'assaut du terrain pour la victoire de 2020
Le Sursaut - mercredi 04 décembre 2019

Les déclarations contradictoires de Ouattara
Le Quotidien d'Abidjan - mercredi 04 décembre 2019

Coordination Rhdp des Grands ponts : Il y a un gros problème
linfodrome.com - mardi 03 décembre 2019



Rencontre le lundi 2 décembre 2019 au cabinet du ministre de l'Emploi et de la protection sociale Abinan Kouakou Pascal à la tour A au plateau entre la Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'État de Côte d'Ivoire (Mugef-ci) et la plateforme nationale des fonctionnaires et agents de l'État de Côte d'Ivoire.

Grogne contre la Cmu, Zadi Gnagnan : "Les fonctionnaires n'allaient pas sentir les problèmes si la Mugefci..."

Grogne contre la Cmu, Zadi Gnagnan :



**"Les
fonctionnaires
n'allaient pas
sentir les
problèmes si
la Mugefci..."**

Rencontre le lundi 2 décembre 2019 au cabinet du ministre de l'Emploi et de la protection sociale Abinan Kouakou Pascal à la tour A au plateau entre la Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'État de Côte d'Ivoire (Mugef-ci) et la plateforme nationale des fonctionnaires et agents de l'État de Côte d'Ivoire. Ces deux organisations conduites respectivement par Mesmin Komoe (Mugefci) et Zadi Gnagna pour la plateforme nationale ont exprimé leur total désaccord dans la mise en œuvre de la Cmu. Joint au téléphone pour en savoir davantage sur cette rencontre convoquée par le ministre Abinan Pascal à laquelle la presse n'était pas conviée, Zadi Gnagna, a dit : « Cette rencontre fait suite à notre volonté de protester à partir de Mercredi. Donc le ministre a souhaité une rencontre tripartite. Cmu, Mugef-ci, plateforme nationale pour comprendre ce qui se passe. Nous avons présenté la situation de la souffrance des fonctionnaires qui ont vu leur niveau de prise en charge sanitaire baisser, et qui sont même incapables aujourd'hui de se soigner ou qui sont amenés à acheter leur médicament au coût réel, pourtant ils cotisent dans les deux structures. Nous avons situé les responsabilités. La Mugef-ci a une grande part de responsabilité dans cette souffrance des fonctionnaires. Un des points importants, c'est que sur 1607 médicaments signés par le ministre dans son arrêté constituant le panier de soins de la Mugef-ci, la Mugef-ci n'applique que 1407 médicaments. Donc il y a un gap de 200 médicaments non pris en compte par la Mugef-ci. Le deuxième problème, la Mugef-ci a réduit au strict minimum son panier de soin en lui retirant toutes les pathologies courantes comme le paludisme alors que le Gouvernement a concédé à la Mugef-ci les 3 mois de carence des fonctionnaires qui équivaut à un peu plus de 2 milliards Fcfa et l'État paie chaque mois 450 millions à la Mugef-ci comme part patronale ». La Mugef-ci est partie de 3800 médicaments qu'ils prenaient dans l'ancien système à 1607 médicaments et il n'applique même pas la totalité des 1607 médicaments, alors qu'elle a le tiers des ressources qui leur ont été affectés. On a compris que le président du conseil d'administration ne fait rien pour résoudre ce problème. C'est vrai que la Cmu démarre mais la Cmu a commencé à



Zadi Gnagnan (Photo DR)

faire des efforts pour achalander les pharmacies et les hôpitaux en médicaments. Si la Mugefci avait maintenu un panier de soins assez bon, les fonctionnaires n'allaient pas sentir véritablement les problèmes auxquels ils sont confrontés. Le ministre souhaite que la plateforme lève son mot d'ordre de grève du mercredi. Nous avons pris acte de cette demande et mardi 3 décembre 2019 nous nous réunissons pour apprécier la situation et nous dirons ce qu'il en est par rapport à la grève du 4 décembre 2019 ». En vue d'avoir sa réaction sur les accusations dont il est l'objet, des messages restés sans suite, ont été adressés à Mesmin Komoé.

ERNEST FAMIN

Discussion avec le gouvernement / Ils sont douze syndicats du secteur I Éducation/Formation qui estiment qu'ils ont été exclus des discussions avec le gouvernement, l'année scolaire écoulée.

12 syndicats du secteur éducation-formation mécontents



Yves Koutouan Abonga, secrétaire fédéral du Mesef-rs.

Ils sont douze syndicats du secteur I Éducation/Formation qui estiment qu'ils ont été exclus des discussions avec le gouvernement, l'année scolaire écoulée. Ces organisations syndicales sont toutes affiliées au Mouvement des syndicats du secteur éducation/formation et recherche scientifique (Mesef-rs). Simplicite Yelo Fanho, secrétaire général fédéral adjoint 1 de cette faïtière a exprimé cette préoccupation samedi, à la presse. A l'EPP Sogefhia 6 a Yopougon, où il a fait une déclaration. Demandant instamment au gouvernement d'intégrer le Mesef-rs à toutes les discussions. Et d'examiner avec célérité les revendications de cette faïtière. Indiquant en outre, que cette faïtière soutient les actions menées par l'Intersyndicale des fonctionnaires de Côte d'Ivoire (Ifci) et les autres organisations syndicales relativement à l'arrimage raté Cmu-Mugefci. « Depuis la signature du protocole d'accord portant trêve sociale, toutes les revendications du Mesef-rs reversées à l'Ifci, sont restées sans suite. Jusqu'à présent, il n'existe aucun cadre de négociation. Au niveau du ministère de l'Éducation

nationale, de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle, le Mesef-rs a été exclu de toutes les discussions, l'année scolaire 2018-2019. Parce que dit-on, il n'avait pas déposé de préavis de grève. Pourtant, nous portons aussi bien les revendications de nos membres >>, a-t-il fait ce constat. Le Mesef-rs revendique selon lui, huit revendications transversales. L'attribution et la revalorisation de l'indemnité de logement, la nouvelle nomenclature des fonctions dans le secteur Education/formation, les accessoires de salaire, le taux indiciaire ; les Impôts sur salaire (Cn et lts), les meilleures conditions de travail (les effectifs, l'environnement...), le traitement du 1er mandatement des enseignants nouvellement affectés dans des délais raisonnables et l'arrimage Cmu-Mugefci. Et cinq revendications spécifiques. La revalorisation de l'indemnité des éducateurs à l'enseignement technique et professionnel, la revalorisation de l'indemnité de direction des écoles maternelles, la suppression des cours de mercredi, l'augmentation du nombre de places pour le concours professionnel des Instituteurs adjoints (Ia) et des Éducateurs préscolaires adjoints (Epa), le paiement des 5 mois d'impayés des ex-contractuels. Synafetpci, Codesci, Synadesci, Rici, Snebaci, SyneMapci, Syneepsci, Ceepci, Ciaci, Synte, Sepci et Unetfpci, sont les 12 syndicats qui composent ce Mouvement.

CHARLES BÉDÉ

Meeting du 7 décembre à Yamoussoukro / Des cadres du Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) étaient en conclave, hier, à Cocody.

L'opération " Inondation " lancée



Les militants du Rhdp préparent activement leur meeting du 7 décembre. (PH: DR)

la division», a-t-il justifié. Amedé Kouakou, coordonnateur régional du Lôh Djiboua, à sa suite, a demandé aux militants et sympathisants du Rhdp et à tous ceux qui croient à l'idéologie d'Houphouët-Boigny d'effectuer massivement le déplacement pour « inonder Yamoussoukro en vue de montrer que nous ne sommes pas pour la division, mais que nous sommes pour la paix et le développement de notre pays ».

KANATÉ MAMADOU

Le directeur exécutif du Rhdp, Adama Bictogo, a présidé hier, dans la soirée à la rue Lepic, une rencontre des coordonnateurs régionaux, départementaux, communaux, préfectoraux et leurs associés. Au terme de cette réunion, il a confié que l'objectif visé était de remobiliser les cadres de l'alliance des houphouétistes et l'ensemble des militants pour inonder Yamoussoukro les 6 et 7 décembre, à la faveur de la commémoration de l'anniversaire de décès du père fondateur de la Côte d'Ivoire moderne, Félix Houphouët-Boigny. « Nous lançons l'opération Inondation. Par cette action, nous voulons occuper toutes les rues et ruelles de la capitale politique. Ce sera une fête et tous les militants doivent venir prendre part à cette grand-messe », a-t-il lancé. Adama Bictogo a, en outre, fait savoir que ce meeting est une occasion d'aller non seulement se replonger dans les enseignements du premier Président de la République de Côte d'Ivoire, mais aussi un moyen de magnifier le Chef de l'État, Alassane Ouattara, dont les actions s'inscrivent dans le prolongement de celles d'Houphouët. Il a précisé qu'au-delà la célébration de l'anniversaire de la mort du père fondateur et de l'hommage qui sera rendu au président du Rhdp, ce grand rassemblement marque une forme de pré campagne de son parti. « 2020, c'est demain. Nous voulons montrer que le plus grand parti, c'est le Rhdp, à travers les composantes institutionnelles, le parlement, le sénat, les mairies, les régions, mais aussi la base constituée que sont les populations. Par cette grande mobilisation, nous voulons que tous sachent que le Rhdp veut rassembler tous les enfants du pays en ce sens que nous avons besoin de paix, d'union et d'unité. Par ce grand rassemblement, nous voulons aussi faire barrage à la xénophobie, à la haine et à



Botro / Prix Amadou Koné du jeune entrepreneur

Une enveloppe de 15 millions de FCfa pour les premiers lauréats

Les premiers lauréats du concours de micro-projets doté du «Prix Amadou Koné du jeune entrepreneur du département de Botro », lancé en juillet dernier dans le cadre de la Journée internationale de la jeunesse (Jij), sont connus. Trente jeunes porteurs de projets ont reçu symboliquement, dimanche, un chèque de 500 000 Fcfa chacun. C'est donc une enveloppe globale de 15 millions de Fcfa qu'a dégagée le ministre des Transports pour les jeunes entrepreneurs sélectionnés parmi les postulants venus des villages et hameaux des sous-préfectures de Botro, Diabo et Languibonou. Le représentant du ministre Amadou Koné à la cérémonie de remise des chèques, qui marquait également la célébration décalée de la Jij à Bouaké, le Pca du Conseil hévéa-palmier à huile, Fanny Ibrahima, s'est félicité de l'engouement qu'a suscité le projet d'appui à l'entrepreneuriat chez les jeunes du département de Botro. Il a relevé que l'objectif du ministre des Transports, fi ls de la région du Gbêkê, est d'autonomiser la jeunesse rurale et d'accompagner le développement des villages. Il a fait savoir qu'Amadou Koné, parrain de la Plateforme des jeunes du département de Botro, ambitionne de faire en sorte qu'à terme, les jeunes de tous les villages satiklan et gblôh soient bénéficiaires de l'initiative. Rebecca Yao, présidente de l'Association Diabo ville émergente et promotrice du « Prix Amadou Koné », a indiqué que ce concours vise à créer une saine émulation entre les jeunes de Botro et à les encourager à se surpasser pour être les meilleurs dans leurs entreprises. « Ces projets financés par le ministre Amadou Koné ont ciblé les communautés rurales parce qu'ils ont vocation à rassembler (...). Les jeunes ont un poids démographique indéniable. Il importe donc de faire d'eux des acteurs essentiels de la vie économique et sociale dans nos communautés », a dit la déléguée communale Rhdp de Diabo, en présence des trois chefs canton de Botro, Diabo et Languibonou et de l'honorable Béma Fofana, député de Bouaké commune. Elle a conseillé aux jeunes de la région de Gbêkê de tourner le dos aux vendeurs d'illusions qui, contre espèces sonnantes et trébuchantes, viennent les entraîner dans des aventures politiques. «Il faut qu'on change de méthode et de mentalité, et qu'on pense à notre avenir, qu'on se réalise », a recommandé Rebecca Yao. Avant d'ajouter que le remboursement efficient des financements par les premiers bénéficiaires permettra de financer d'autres jeunes et d'accroître l'enveloppe dédiée. « Tous les six mois, la compétition sera relancée et de nouveaux projets seront financés», a-t-elle promis.

GERMAIN GABO



Sommet extraordinaire de l'Uemoa / La Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union économique et monétaire ouest africaine s'est réunie, hier à Dakar en sa 22e session extraordinaire, pour élaborer de nouvelles stratégies de lutte contre l'insécurité et les menaces de paix dans la région.

Engagements renouvelés pour la préservation de la paix et de la stabilité dans la région



Les Chefs d'État et de gouvernement de l'Uemoa décidés à freiner l'avancée des djihadistes. (PH. PRÉSIDENCE)

Notre session se tient dans un contexte où, en dépit des avancées économiques que nous enregistrons dans notre région, les menaces à la paix et à la sécurité se font de plus en plus persistantes... J'en veux pour preuve les crimes odieux qui ont endeuillé des pays comme le Burkina Faso, le Mali, le Niger... ». En rappelant, hier à l'ouverture de la 22e session extraordinaire à Dakar, ces tristes événements qui ont secoué ces dernières semaines la région, notamment le Mali, le Burkina Faso et le Niger, le Président Alassane Ouattara, président en exercice de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Uemoa, voudrait bien inviter ses pairs et tous les participants à accorder une attention particulière à la situation qui prévaut dans la région. Situation aussi critique du fait de l'avancée des djihadistes qui pullulent dans la région et qui constitue le sujet principal de cette session extraordinaire. Face à ce tableau triste de la région, l'urgence d'une action concertée s'impose aux États membres de l'Uemoa. « La situation que traversent nos pays rappelle plus que jamais l'importance de la solidarité entre les États membres de l'Union et le défi majeur que constitue l'insécurité pour atteindre les Objectifs de développement », a indiqué le Président Ouattara. A ce niveau, il s'est félicité du travail réalisé par le comité de haut niveau sous le leadership du son homologue sénégalais, Macky Sall, pour la mise en œuvre du chantier "paix et sécurité ainsi que des initiatives prises ou en cours pour rendre opérationnel le G5 Sahel. Les

idées sont bel et bien formulées, les initiatives également, mais elles restent seulement en théorie et leur mise en œuvre sur le terrain se heurte au manque de financement. « Ces avancées sont absolument nécessaires pour faire face aux menaces afin de nous permettre de relever ensemble le défi de la stabilité, de la paix et de la sécurité dans notre union. Toutefois, à la pratique, ces initiatives sont confrontées au problème de financement. Il nous faut donc trouver les moyens de financement alternatifs et durables afin de faire face à ces défis », déplore Alassane Ouattara. Oui le financement de la sécurité et de la paix est au centre des préoccupations des Chefs d'État de l'Uemoa. D'où l'importance et la justification de cette 22e session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'État qui, selon le président en exercice, vise à « analyser les propositions de financement faites par ce comité de haut niveau pour le financement de la lutte contre le terrorisme dans l'espace Uemoa ». D'ailleurs, ce comité de haut niveau composé des présidents du Sénégal et du Bénin, mandatés pour la mise en œuvre pratique de cet engagement, s'était réuni le 3 octobre 2019 à Dakar avec les ministres des Finances et de la Défense de l'Union sur la mobilisation des ressources pour le financement de la lutte contre le terrorisme. Aussi, à une plus échelle grande, c'est-à-dire au niveau de la Cedeao (qui compte 15 pays de l'Afrique de l'Ouest), les choses sont aussi bien avancées avec l'engagement pris lors de la session du 13 septembre à Ouagadougou où la communauté a décidé de mobiliser un milliard de dollars, soit 500 milliards de Fcfa pour le financement de la sécurité dans l'espace communautaire de la Cedeao. Comme on le voit, les dirigeants de la région sont déterminés à ramener la quiétude et la paix dans l'espace communautaire. Car, « j'ai la ferme conviction que la mise en commun de nos forces et de nos moyens permettra d'assurer la quiétude et la sécurité dans notre région. J'appelle à la nécessité de la préservation de la paix et de la stabilité dans notre zone », a lancé le Président Ouattara. Cet esprit de solidarité et d'engagement commun est partagé par le Président du pays hôte de cette session, Macky Sall. Celui-ci a lancé un appel à des réflexions et à des actions concertées des pays membres pour faire face

aux défis qui les interpellent et qui permettront de préserver et renforcer les acquis socio-économiques (performances économiques, sécurité alimentaire, énergie, infrastructures) en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations. « Il s'agit des questions stratégiques qui requièrent des solutions concertées et immédiates. Il nous faut unir nos forces si nous voulons atteindre l'émergence et l'amélioration des conditions de vie de nos populations », a proposé le président sénégalais. Tout en saluant le leadership du Président Alassane Ouattara.

Les Chefs d'État créent un fonds régional de sécurité

Pour la mobilisation des ressources conséquentes destinées à financer et poursuivre la mise en œuvre du plan d'action suscité, la Conférence a décidé d'un acte additionnel en instituant un fonds régional de sécurité ». Telle est la décision majeure issue de la session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'espace Uemoa qui s'est tenue hier à Dakar, au Sénégal. Ce fonds, selon le communiqué final qui a sanctionné cette session extraordinaire, vient renforcer les actions déjà conduites sur le terrain en matière de lutte contre le terrorisme. Ainsi, afin de contribuer de façon urgente au financement de la lutte contre le terrorisme dans l'espace communautaire, la Conférence a décidé d'une contribution immédiate de 5 millions de dollars pour les « trois membres de la ligne de front du G5 Sahel ». Cette contribution, dit le communiqué final, s'inscrit dans le cadre de l'engagement pris par l'Uemoa pour participer à hauteur de 500 millions de dollars au financement du plan d'action de la Cedeao pour lutter contre le terrorisme dans l'espace Cedeao sur la période de 2020-2024. En effet, la session de Dakar a noté la grande préoccupation des dirigeants de la zone Uemoa face aux attaques djihadistes récurrentes, notamment au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Adressant leurs vives condoléances aux familles éplorées et souhaitant prompt rétablissement aux blessés, les Chefs d'État ont pris la mesure de la situation sécuritaire délétère dans la région et ont souligné l'importance de promouvoir une approche globale pour relever ce défi. Prenant donc connaissance du rapport du Comité de haut niveau présidé par le président sénégalais Macky Sall sur la mise en œuvre du chantier "paix et sécurité", la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement a salué la détermination de l'union à faire face à l'insécurité grandissante dans la région. Mieux, tous les acteurs et institutions ont été instruits pour mettre en œuvre de façon diligente les décisions du 15 novembre 2019. Aussi la Conférence se félicite-t-elle des avancées significatives de la mise en œuvre de la politique de l'Uemoa en matière de paix et de sécurité. Au plan politique, les Chefs d'État de l'Uemoa se sont félicités de la bonne tenue du premier tour de la présidentielle en Guinée Bissau et ont exhorté l'ensemble des acteurs de la région à des élections apaisées dans leurs pays en privilégiant le dialogue inclusif. Alassane Ouattara, président en exercice de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Uemoa, s'est réjoui des résultats de cette session extraordinaire mais surtout de la contribution immédiate au financement de la lutte contre le terrorisme dans l'espace communautaire qui a été adoptée. Signe, selon lui, de la solidarité et de l'intégration prônées dans la sous-région.

GERMAINE BONI



Investiture de la coordination régionale Rhdp du Bélier / La coordination Rhdp du Bélier en ordre de bataille.

120 soldats à l'assaut du terrain pour la victoire en 2020



La coordonnatrice régionale Rhdp du Bélier, Raymonde Goudou-Coffi. (PHOTOS:DR)

Le Dr Eugène Aka Aouélé, émissaire de la direction exécutive du Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (Rhdp), a investi, dimanche dernier, 120 cadres membres de la coordination régionale Rhdp de la région du Bélier. Ce sont des délégués sous-préfectoraux et associés, des délégués communaux et associés, des délégués départementaux et associés et des délégués régionaux et associés. Ils ont reçu, avec les coordonnateurs régionaux et coordonnateurs régionaux associés, par l'acte de baptême symbolique exécuté par l'envoyé du parti, à la grande place Gabriel Tiacoh, la légitimité politique de leur parti. Leur mission : assurer une victoire éclatante au Rhdp à la présidentielle de 2020. Les populations qui n'ont pas voulu se faire conter cette cérémonie d'investiture du désormais « parti d'avant-garde et de développement de la Côte d'Ivoire » sont venues nombreuses des départements de Didiévi, Tiébissou, Djékanou et Toumodi. Elles avaient à leur tête d'importantes délégations de la chefferie traditionnelle et des membres de la classe politique rassemblés autour de Jeannot Ahoussou Kouadio, président du Sénat, fils de la région, venu apporter la caution morale et politique à cette cérémonie. La

coordonnatrice régionale Rhdp de la région du Bélier, la ministre Raymonde Goudou-Coffi e, a exprimé sa fi erté devant l'important travail abattu sur le terrain et s'est félicitée de la qualité de la mobilisation. « Vous avez devant vous des hommes et des femmes courageux et engagés et qui, dans un environnement hostile parce que nourri d'incompréhensions au préalable, ont décidé, dès la mise en place du nouveau parti Rhdp, de faire le choix de l'humanisme et de la paix, chers au Président Félix Houphouët-Boigny et dont le Président Alassane Ouattara est le digne successeur», a-t-elle lancé au mandant du Rhdp. Dr Aka Aouélé, à la suite de la coordonnatrice régionale, a vanté les mérites du Rhdp, à la lumière des actions de développement réalisées par le Président de la République, Alassane Ouattara. Il a vivement recommandé aux fi lles et fi ls de la région du Bélier d'épouser les idéaux de paix, d'amour et de cohésion incarnés par ce nouveau grand parti que préside le Chef de l'État. L'émissaire de la direction exécutive du Rhdp a relevé que «le Président Félix Houphouët-Boigny, de vénérée mémoire, et le Président Alassane Ouattara sont tous deux des bâtisseurs du développement de la Côte d'Ivoire moderne. Et ils ont la paix comme passion commune». Jeannot Ahoussou Kouadio, haut responsable du Rhdp, s'est adressé à la chefferie traditionnelle en langue baoulé. Il a expliqué ce qu'est le Rhdp, ce qui a présidé à sa création, donné la composition de ses membres à l'origine, ses objectifs et son but, afin de dissiper tous les malentendus et ramener la sérénité dans les cœurs. Le président de la deuxième Chambre du Parlement a également donné les raisons qui devraient amener les Ivoiriens à soutenir le Président de la République qui s'emploie, depuis 8 ans, avec ses différents gouvernements, à conduire la Côte d'Ivoire vers des lendemains qui rassurent. Deux motions de soutien ont sanctionné la fi n de cette cérémonie d'investiture des 120 cadres de la coordination régionale du Bélier. La première a été lue par le président régional de la jeunesse Rhdp et la seconde par la présidente régionale des femmes.

KANATÉ MAMADOU



INVESTITURE DE LA COORDINATION RÉGIONALE RHDP DU BÉLIER 1

120 soldats à l'assaut du terrain pour la victoire de 2020

▶ INVESTITURE DE LA COORDINATION RÉGIONALE RHDP DU BÉLIER 1

120 soldats à l'assaut du terrain pour la victoire de 2020



Le Dr Aka Aouélé Eugène, émissaire de la Direction Exécutive du Rassemblement des Houphouétistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) a investi dimanche dernier 120 cadres membres de la coordination régionale RHDP de la région du Bélier. Ce sont des Délégués Sous-préfectoraux et Associés, des Délégués Communaux et Associés, des Délégués Départementaux et Associés et des Délégués Régionaux et Associés. Ils ont ainsi reçu avec les Coordonnateurs Régionaux et Coordonnateurs Régionaux Associés, par l'acte de baptême symbolique exécuté par l'envoyé du parti, à la grande place Gabriel Tiacoh, la légitimité politique de leur parti, leur mission : assurer une victoire éclatante au RHDP pour la présidentielle de 2020.

Les populations qui n'ont pas voulu se faire conter cette cérémonie d'investiture du désormais « parti d'avant-garde et de développement de la Côte d'Ivoire », sont venues nombreuses des départements de Didiévi, de Tiébissou, de Djekanou et de Toumodi. Elles avaient à leur tête d'importantes délégations de la chefferie traditionnelle et des membres de la classe politique rassemblés autour de Jeannot Ahoussou Kouadio, Président du Sénat, fils de la région venu apporter la caution morale et politique à cette cérémonie. L'honorable Alogo Kouassi Arthur, président du comité d'organisation a dit le mot de bienvenue et s'est excusé auprès du nombreux public pour d'éventuels agréments dans l'organisation. La Coordinatrice Régionale RHDP de la région du Bélier, la ministre Raymonde Goudou Coffie a pris la parole au nom de la coordination RHDP. Elle a exprimé sa fierté devant l'importance du travail abattu sur le terrain et s'est félicitée de la qualité de la mobilisation. Puis elle a tenu à rassurer l'envoyé du parti quant à la volonté des membres de la coordination à réussir leur mission et à vivre pour le triomphe du RDHP partout dans cette région : « Monsieur le Coordonnateur du sud Comoé et chef de délégation pour l'investiture du RHDP Bélier, vous avez ici rassemblé les Coordonnateurs Régionaux et Associés, les Délégués Départementaux et Associés, les Délégués Communaux et Associés, les Délégués Sous-préfectoraux et Associés. Nous sommes tous fiers ce jour, d'être les responsables du parti, choisis par le Président du parti, pionniers du RHDP dans le Bélier, pour aller de ville en ville, de villages en villages, de campements en hameaux, pour porter la bonne nouvelle de l'humanisme, de la lutte contre la pauvreté, du développement. » Puis elle a renchéri sur leur engagement et leur militantisme sans faille : « Vous avez devant vous des hommes et des femmes courageux et engagés, et qui dans un environnement hostile parce que nourri d'incompréhension au préalable, ont décidé dès la mise en place du nouveau parti RHDP, de faire le choix de l'humanisme et de la Paix, cher au Président Félix Houphouët-Boigny, et dont le Président Alassane Ouattara en est le digne successeur ». Le Dr Aka Aouélé intervenant à la suite de la Coordinatrice Régionale a vanté les mérites du RHDP à la lumière des actions de développement réalisées par le Président de la République SEM Alassane Ouattara. IL a vivement recommandé aux filles et fils de la région du Bélier d'épouser les idéaux de paix, d'amour et de cohésion incarnés par ce nouveau grand parti que préside le Chef de l'Etat. L'émissaire de la Direction exécutive du RHDP a relevé que le Président Félix Houphouët-Boigny de vénérée mémoire et le Président Alassane Ouattara, sont tous deux des bâtisseurs du



développement de la Côte d'Ivoire moderne. Et ils ont la paix comme une passion commune et un héritage commun » Jeannot Ahoussou Kouadio, l'un des hauts responsables du RHDP s'est adressé à la chefferie traditionnelle en langue baoulé. Il a expliqué ce qu'est le RHDP, ce qui a présidé à sa création, quelle était la composition de ses membres à l'origine, quels sont ses objectifs et son but, afin de dissiper tous les malentendus et ramener la sérénité dans les cœurs de tous. Le Président de la deuxième chambre du Parlement a également donné les raisons profondes qui devraient motiver les Ivoiriens dans leur grande majorité sinon dans leur ensemble à soutenir le Président de la République Alassane Ouattara qui s'emploie depuis 8 ans avec ses différents gouvernements à conduire la Côte d'Ivoire vers des lendemains qui rassurent. Après son intervention, deux motions de soutien ont sanctionné la fin de cette cérémonie d'investiture des 120 cadres de la Coordination régionale du Bélier. La première motion a été lue par le Président Régional de la jeunesse RHDP et la seconde motion par la Présidente Régionale des Femmes.



AFFAIRE 3E MANDAT POUR OUATTARA / La découverte intervient chaque jour que la situation sociopolitique évolue. Alassane Ouattara que les Ivoiriens pensaient connaître continue de se révéler à eux.

Les déclarations contradictoires de Ouattara



La découverte intervient chaque jour que la situation sociopolitique évolue. Alassane Ouattara que les Ivoiriens pensaient connaître continue de se révéler à eux.

Alors que les pontes du RHDP multiplient les certitudes sur la position de leur mentor, Ouattara va de contradiction en contradiction sur la question de sa candidature à la présidentielle de 2020. Ci-dessous ses déclarations énumérées qui traduisent la personnalité du patron du RHDP. A Katiola où il s'est rendu pour une visite d'Etat, le chef de l'Etat a encore fait parler de lui. « Je suis démocrate, personne ne sera exclu en 2020. Je préférerais que la caution des candidats passe à 100 millions FCFA ». Fait nouveau qu'il évoque pour l'introduire dans le moule des sujets à caution. La scène se passe à Katiola où il a abordé la question de sa candidature. « Je ne dis pas que je ne serai pas candidat. Car la constitution me permet de présenter ma candidature », a-t-il déclaré Katiola mettant fin aux supputations qui ont toujours évoqué sa non-éligibilité selon la nouvelle constitution. J'ai été victime de l'exclusion et donc je ne suis pas prêt à le faire ; je suis un démocrate et je voudrais rassurer que les critères de la constitution seront respectés. Le nouveau texte fondamental autorise deux mandats présidentiels. J'aurai 78 ans l'année prochaine (ndlr 2019). Mes médecins me disent que je suis en parfaite santé ».

Ce que Ouattara a dit le 4 janvier 2017 devant le corps diplomatique Le 4 Janvier 2017 était le jour retenu pour la

présentation de vœux du président de la république aux corps constitués du pays. A la salle des Pas perdus du palais présidentiel au Plateau, le président Alassane Ouattara a fait une déclaration de taille devant le corps diplomatique accrédité en Côte d'Ivoire. Pour ceux qui n'étaient pas présents ce jour-là à cette cérémonie, voici ce que le président Alassane Ouattara a dit : « A l'occasion de mes 75 ans, ceci m'amène à réaffirmer que les institutions de la République qui seront mises en place très prochainement me permettront de prendre congé en 2020 ». Une déclaration qui en principe devrait clore le débat sur la probable candidature du mentor du Rdr en 2020. Pour ceux de son parti qui l'ignorent, en 2015, lors de la campagne présidentielle, il avait affirmé qu'il pourrait même écarter son deuxième mandat si la fatigue et le sentiment du devoir accompli le poussaient à passer le relais à un vice-président. Il l'avait redit au moment du référendum constitutionnel. En 2020, le chef de l'Etat ivoirien a donc décidé de mettre fin à sa carrière politique. Et il serait difficile pour lui de revenir sur cette décision même si cela doit faire mal à certains de ses proches et partisans. Pour soutenir sa position du moins controversée, Ouattara explique dans un entretien paru dans l'édition n° 2995 de Jeune Afrique, qu'il n'excluait pas un troisième mandat alors que la bataille pour sa succession a déjà commencé. « La nouvelle Constitution m'autorise à faire deux mandats à partir de 2020. Je ne prendrai ma décision définitive qu'à ce moment-là, en fonction de la situation de la Côte d'Ivoire. La stabilité et la paix passent avant tout, y compris avant mes principes », a déclaré le président ivoirien, interrogé sur la possibilité de se représenter. Une déclaration perçue comme une provocation de trop contre le peuple ivoirien. Et pour cause, l'idée d'un troisième mandat, est anticonstitutionnelle, inacceptable et irréalisable en Côte d'Ivoire ». Et pourtant, le samedi 26 janvier 2019, il répondait aux préoccupations de ses partisans. « Vous m'avez dit que vous vouliez que je fasse un troisième mandat. Je vous donnerai ma réponse l'année prochaine », avait-il déclaré, lors du congrès ordinaire du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) qu'il présidait sans prendre de décision. Une position que seule Ouattara peut expliquer. Lui dit et se dédit. « A l'occasion de mes 75 ans, ceci m'amène à réaffirmer que les institutions de la République qui seront mises en place très prochainement me permettront de prendre congé en 2020 », a-t-il déclaré. Il avait laissé entendre lors de la campagne 2015 qu'il pourrait même

écouter son deuxième mandat si la fatigue et le sentiment du devoir accompli le poussaient à passer le relais à son successeur constitutionnel. Quatre ans après, le cœur de Ouattara balance et ça débalance. Le président ivoirien Alassane Ouattara a dit attendre « de savoir ce que souhaite » le parti au pouvoir, le Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), « avant de prendre (sa) décision » sur son éventuelle candidature à la présidentielle de 2020. « Je n'ai pas encore pris de décision concernant la prochaine élection, j'attends de savoir ce que vous souhaitez notamment au niveau de mon parti le RHDP avant de prendre ma décision », a affirmé M. Ouattara, à une rencontre avec les chefs traditionnels à Dimbokro, où il effectue une visite d'Etat. Il a assuré que « les élections de 2020 seront démocratiques » et que « toutes les dispositions sécuritaires seront prises ». Quelques exemples de ses déclarations et celles de ses partisans qui a changé au fil des ans. A 75 ans Ouattara souhaitait passer la main et prendre congé [vie de famille, pépins physiques etc], subitement à 77 ans il retrouve la volonté de se porter candidat en 2020.

Alassane Ouattara (Octobre 2015) : « Soyez tranquille. Si j'avais pu régler ce que j'avais à faire en un mandat, je n'aurais pas fait un second. Qu'est-ce que cela m'apporte ? [...] La clause sur le quinquennat renouvelable une fois ne sera pas modifiée. J'aurai 78 ans en 2020, ça ne me vient même pas à l'esprit et même si on me le demandait, je ne le ferais pas. [...] Si après trois ou quatre ans, ça va bien, pourquoi ne pas demander à un vice-président de prendre les choses en main ? » Boniface Ouraga Obou, Président du comité d'experts chargé de la rédaction de la constitution ivoirienne (Mars 2016) : « Depuis environ quatre mois, j'échange presque au quotidien avec le Président de la République. Je puis vous assurer qu'il respectera la Constitution et ne briguera pas un autre mandat ».

Cissé Baongo (Août 2016) : « Le Président Ouattara n'est pas intéressé par un 3ème mandat ».

Touré Mamadou, Ministre de la jeunesse (Septembre 2016) : « Le président Alassane Ouattara n'est pas Laurent Gbagbo qui dit quelque chose et pense autre chose. Sa conception de la politique n'est pas l'art de la roublardise (...). Il a dit qu'il ne fera pas un 3e mandat et il ne fera pas un 3e mandat. »

Alassane Ouattara (Janvier 2017) : « À l'occasion de mes 75 ans, ceci m'amène à réaffirmer que les institutions de la République qui seront mises en place très prochainement me permettront de prendre congé en 2020 »

Alassane Ouattara (Novembre 2017) : « À priori, je ne me présenterai pas en 2020 [...] En politique, on ne dit jamais non. Attendez 2020 pour connaître ma réponse. »

Alassane Ouattara (Février 2018) : « La nouvelle Constitution m'autorise à faire deux mandats à partir de 2020. Je ne prendrai ma décision définitive qu'à ce moment-là, en fonction de la situation de la Côte d'Ivoire. La stabilité et la paix passent avant tout, y compris avant mes principes »

Cissé Baongo (Juin 2018) : « Le président de la République, Alassane Ouattara a pris toute la presse nationale et internationale à témoin de ne pas se présenter à l'élection présidentielle de 2020 (...) Je crois que les Ivoiriens se méprennent sur la personnalité de leur président. Chaque pays a des réalités différentes, notre président a montré et il continue de démontrer qu'il est un homme de parole »

Alassane Ouattara (Janvier 2019) : « Vous m'avez dit que vous vouliez que je fasse un troisième mandat. Je vous donnerai ma réponse l'année prochaine »

Alassane Ouattara (Février 2019) : « C'est très clair. Je peux me

représenter si je le souhaite. C'est une nouvelle Constitution qui a touché non seulement à l'exécutif, avec un poste de vice-président, qui a touché au législatif avec la création d'un Sénat, qui a touché au judiciaire, avec la création de nombreux cours plutôt que des chambres. C'est une toute nouvelle.

Il y a une crise larvée entre le camp Essis Emmanuel et celui de Claude Isaac De..

Coordination Rhdp des Grands ponts : Il y a un gros problème



La Coordination du Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) des Grands ponts (Dabou, Grand Lahou, Jacquville) a procédé à l'investiture des Coordinateurs régionaux, le dimanche 24 novembre 2019, à la mythique place Bédié de Dabou.

C'était sous la présidence de la ministre de la Modernisation de l'administration et de l'innovation du Service public, Raymonde Goudou Koffi. On note, pour l'essentiel, que le ministre auprès du Premier ministre chargé de la coordination des Grands projets, Claude Isaac De, et le ministre auprès du Premier ministre chargé de la promotion des investissements privés, Essis Esmel Emmanuel, ainsi que le sénateur Joseph Gabriel Yacé, sont les trois Coordinateurs régionaux. Ils ont la lourde charge de mobiliser et de ratisser les militants et sympathisants du Rhdp dans les Grands Ponts, afin de garantir la victoire de leurs candidats aux élections prochaines. Si la cérémonie a connu un éclat particulier, vu la mobilisation exceptionnelle, il n'en demeure pas moins que certains militants la qualifient de « parodie d'investiture ».

De fait, rien ne va dans la famille du Rhdp à Dabou. « Il y a problème. Ne nous voilons pas la face. Disons-nous la vérité : le Rhdp repart plus divisé après cette investiture », nous a soufflé, la semaine dernière, à Dabou, un responsable du Rhdp. Selon, en effet, des indiscretions, l'organisation même de la cérémonie d'investiture qui portait la marque d'Essis Emmanuel, était à deux doigts d'être boycottée par le camp d'Isaac De. Le feu couvait sous la cendre. Il a fallu des négociations houleuses pour sauver

la fête. Et personne n'avait été surpris que le ministre Essis Emmanuel soit le porte-parole des Coordinateurs.

Mais la colère des militants pro-Isaac De sera davantage aiguisée, à l'issue du compte rendu fait par la Rti au cours du journal télévisé du vendredi 29 novembre 2019. « Essis Emmanuel investi Coordinateur Rhdp des Grands Ponts... », a insisté le commentateur qui, dans l'élément filmé, n'a mentionné nulle part, les noms de Isaac De et de Gabriel Yacé.

Est-ce une ignorance de la part du commentateur ou un montage orchestré par le camp Essis Emmanuel ? Pour les partisans de Isaac De, Essis Emmanuel dévoile clairement son rêve de diriger et de contrôler seul le Rhdp dans les Grands ponts. « Il n'y a pas deux capitaines dans le bateau », dit-on. D'ailleurs, sur le terrain local, deux camps Rhdp sont visibles dans les Grands ponts, donnant l'impression d'une guerre de leadership. En effet, des jeunes militants pro-Essis Emmanuel martèlent, constamment, que leur mentor est et demeure le principal Coordinateur du Rhdp, même si le concerné rassure que « les gens se font peur, car les rapports sont au beau fixe entre Isaac De, Gabriel Yacé et moi ».

A l'opposé, le ministre Isaac De dénonce. « Il faut qu'on se respecte. C'est ensemble, dans la cohésion, que le Rhdp gagnera le combat. Nous ne laisserons pas de place à la division », a-t-il dit, avant de brandir cette menace : « on ne joue pas avec le Rhdp. Si quelqu'un ne vous considère pas, appelez- moi ». C'était le 17 novembre 2019, lors d'une rencontre de mobilisation en présence de plus de 1 200 représentants des sections et sous-sections du Rhdp.

Au demeurant, cette crise qui secoue dangereusement le Rhdp dans les Grands ponts, ne laisse pas l'Union des femmes Rhdp indifférentes. Au cours d'une rencontre de mobilisation des femmes, le mardi 19 novembre 2019, à Dabou, Mme Ehui Odette, présidente de l'Ufrhdp, a interpellé les deux frères ennemis, avant cette investiture du 24 novembre. « Isaac De et Essis Emmanuel, entendez-vous ! Il y va d'abord de la victoire du Rhdp, ensuite du développement des Grands ponts », a-t-elle interpellé les deux « rivaux ». Selon appel pathétique a-t-il été entendu ? En tout cas, cette investiture en rajoute un peu plus à la crise larvée entre le camp Essis Emmanuel et celui de Claude Isaac De.

NORBERT N'KAKA